

OPINION



GILBERT CASASUS
professeur
en études
européennes
à l'Université
de Fribourg

L'adhésion à petits pas réfléchis

Lorsque dans l'ambiance calfeutrée de l'Université de Fribourg, Marie Moulin soutenait fin 2019 son master, elle ne pouvait guère s'imaginer que son travail allait susciter tant d'intérêt en 2022. Consacré à la Confédération européenne que François Mitterrand proposa lors de son allocution du 31 décembre 1989, son mémoire avait quelque chose de prémonitoire. Bien que jeté aux orties à Prague en 1991 par une alliance nouée entre la RFA, les USA et d'anciens pays du bloc soviétique, ce projet aurait pu éviter bien des déboires à l'Union européenne. Solution adaptée pour résoudre en amont moult difficultés nées de la dialectique entre l'élargissement et l'approfondissement de l'UE, la Confédération européenne offrait un cadre politique adéquat aux candidats à l'adhésion.

Trente-et-un ans après, Emmanuel Macron s'est inspiré du modèle mitterrandien. A l'occasion de son discours du 9 mai dernier devant le Parlement européen, il s'est prononcé pour la création d'une «communauté politique européenne». Toujours selon

Marie Moulin, le locataire de l'Elysée «a rappelé l'urgence d'aller plus loin, et de proposer aux pays voisins de l'Union une étape solide et réaliste en vue d'une éventuelle adhésion». Pourtant, le chef d'Etat français a rapidement dû déchanter. L'UE semble renouer avec ses travers d'antan et promet d'accepter en son sein des pays qui n'y ont pas encore leur place. L'Ukraine en est le meilleur exemple.

Cela créerait un grave déséquilibre entre l'Est et l'Ouest

A l'heure actuelle, aucun candidat ne remplit les critères pour adhérer à l'Union européenne. Prévu à plus ou moins longue échéance pour intégrer plusieurs pays situés dans les Balkans occidentaux ou aux abords de la frontière russe, tout élargissement de l'UE aurait pour conséquence de déplacer son centre de gravité vers le sud-est. La géopolitique continentale ne manquerait pas d'en être affectée et créerait un grave déséquilibre entre l'Est

et l'Ouest. Majoritaires au sein du Conseil européen, les pays d'Europe centrale et orientale risqueraient de n'en faire qu'à leur guise. A l'image de celles du groupe de Visegrád, certaines capitales feraient prévaloir leur modèle autoritaire et n'éprouveraient pas le moindre scrupule pour menacer l'esprit démocratique européen.

Une adhésion rapide de plusieurs candidats conduirait l'Union européenne à sa perte. Les démocraties occidentales n'auraient plus qu'à financer certains régimes aux accents ultraconservateurs. De surcroît, pieds et poings liés par nombre de demandes inacceptables, elles seraient prises dans un piège politique et budgétaire. Face à des Etats illibéraux, grands bénéficiaires de subventions communautaires, elles se retrouveraient rapidement en minorité. Embourbées dans un traité de Lisbonne vieillissant et mal ficelé, elles ne doivent plus céder à la tentation de faire entrer tout le monde. En revanche, qu'elle se nomme «confédération» ou «communauté», l'Union européenne a urgemment besoin d'une nouvelle structure pour s'agrandir à petits pas réfléchis. »